



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse
auprès des Nations Unies à New York

Seul le texte prononcé fait foi

**Débat général de la Commission de la condition de la femme
sur le financement pour l'égalité des sexes**

**Déclaration de
M. Jean-Daniel Vigny
Ministre**

New York, le 28 février 2008

Check against delivery

**General discussion of the Commission of the Status of Women on
Financing for Gender Equality**

**Statement
by
Mr. Jean-Daniel Vigny
Minister**

New York, 28 February 2008

Monsieur le Président,

La Suisse est convaincue que pour réaliser l'égalité des sexes, des investissements importants doivent être engagés pour le changement des structures et des mentalités, la formation et l'acquisition de savoir-faire des femmes, les activités de la société civile en faveur de l'égalité homme femme et une allocation des dépenses publiques sensible au genre.

Pour intégrer la dimension genre dans les dépenses publiques, pas moins de huit projets ont été mis en œuvre dans le domaine de la budgétisation sensible au genre. L'exemple du canton de Bale mérite particulièrement d'attention: Plusieurs analyses y ont été menées, notamment sur l'incidence des dépenses différenciées selon le genre et sur le travail non rémunéré. Les résultats ont clairement mis en lumière les différences existantes dans l'allocation des dépenses publiques en faveur des hommes et des femmes. Il a été démontré que les dépenses publiques pour la formation des hommes sont 10% plus élevées que pour les femmes et que les hommes causent beaucoup plus de dépenses pour la sécurité publique. D'autre part, les femmes âgées de plus de 85 ans reçoivent plus de fonds publics au titre de l'aide sociale pour échapper à la pauvreté.

Au niveau national, le travail non rémunéré a été mesuré pour la première fois en tant que grandeur économique dans le cadre d'un projet pilote de Compte satellite établi par l'Office fédéral de la statistique. Les résultats démontrent que les heures consacrées au travail non rémunéré sont nettement supérieures à celles du travail rémunéré et que près de deux tiers du travail non rémunéré est accompli par les femmes. Le travail non rémunéré est en outre estimé à plus de 70% de la valeur ajoutée brute enregistrée dans la comptabilité nationale.

Enfin, un instrument d'auto-contrôle de l'égalité salariale a pu être développé grâce à des fonds publics. Cet instrument permet dorénavant aux entreprises de plus de 50 salarié·e·s de vérifier elles-mêmes si elles respectent le principe de l'égalité des salaires.

Monsieur le Président,

La Suisse s'engage en faveur d'un l'accroissement du financement pour l'égalité des sexes et le renforcement des femmes. Le financement pour l'égalité des sexes fait partie intégrante de sa politique extérieure et de sa politique d'aide au développement. Ainsi, au sein du Département fédéral des affaires étrangères, un projet pilote de budgétisation sensible au genre a été développé en 2007 dans les domaines de la promotion de paix et de l'aide au développement. Il sera mis en œuvre en 2008.

Mon pays est également convaincue que le soutien aux groupements et ONGs de femmes est un facteur important pour faire avancer l'égalité des sexes. En Suisse, de nombreuses ONGs ont développé une expertise sur les questions de genre et elles réussissent souvent à réaliser beaucoup avec peu de moyens. On doit à leur lobbying persistant l'introduction de nouvelles législations promouvant l'égalité des sexes.

La Suisse soutient la mise sur pied et la promotion de systèmes de prise en compte de l'égalité des sexes à tous les niveaux et encourage les efforts pour l'introduction d'une budgétisation sensible au genre dans les prévisions et politiques financières. A cette égard, elle soutient l'action de l'UNIFEM et l'excellent travail de cette institution dans le développement d'outils essentiels à la mise en œuvre, au sein du système des Nations Unies et des pays partenaires, d'une budgétisation sensible au genre.

Enfin et pour terminer, la Suisse est en faveur du développement et de l'établissement d'indicateurs et d'audits genre pour le monitoring des programmes et des dépenses des organismes internationaux de développement qu'il s'agisse du système onusien, des institutions financières internationales ou des fonds globaux.

Je vous remercie.

Mr President,

Switzerland is convinced that in order to achieve gender equality major investments have to be made to change structures and mentalities, to promote training and the acquisition of know-how by women, civil society activities on behalf of gender equality and an allocation of public expenditure that is gender-sensitive.

To ensure that the gender dimension is included in public expenditure, no less than eight gender-sensitive budget projects have been established. The example of the Canton Basel is particularly noteworthy. Several analyses have been carried out there, notably on the rate of differential expenditure according to gender and to unpaid work. The results clearly underlined the existing differences in the allocation of public expenditure to men and to women. It was shown that public expenditure on the training of men is 10% higher than that for women and that men cause far more expenditure for public security. By contrast, women aged over 85 receive more public funds in the form of social assistance to help them escape from poverty.

At the national level, unpaid labour was for the first time measured as an economic factor in the framework of a pilot accounting project by the Federal Office of Statistics. The results show that hours spent on unpaid work are far higher than those for paid work and that almost two thirds of unpaid work is done by women. Moreover, unpaid work is estimated at more than 70% of the gross added value recorded in the national accounting system.

Finally, an instrument for checking salary equality has been developed with the aid of public funds. It enables companies with more than 50 employees to check whether they are complying with the principle of salary equality.

Mr President,

Switzerland actively supports an increase in financing for gender equality and for the strengthening of the position of women. Financing for gender equality is an integral

part of its foreign policy and of its development aid. Within the Federal Department of Foreign Affairs, a pilot project for gender-sensitive budgeting was developed for the areas of peace promotion and development aid in 2007. It will be implemented in 2008.

My country is equally convinced that support for women's groups and NGOs is an important factor in improving gender equality. In Switzerland various NGOs have developed expertise on gender questions, often achieving a great deal with modest funds. The introduction of new legislation promoting gender equality is due in part to their tenacious lobbying.

Switzerland supports the promotion of systems that take into account gender equality at all levels and it encourages efforts to introduce gender-sensitive budgeting into financial forecasts and policies. It supports the activity of UNIFEM and its excellent work in developing tools that are essential for the implementation of gender-sensitive budgeting in the United Nations and its partner countries.

Finally, Switzerland favours the development and the establishment of indicators and of gender audits to monitor the programmes and the expenditure of international development bodies, not only those within the UN system but also international financial institutions and global funds.

Thank you.

